



Les mots de la guerre au service de la guerre ?

Lexique médiatique de la guerre de Libye

Par [Julien Salingue](#) et [Henri Maler](#)

Mondialisation.ca, 02 avril 2011

[Oumna.com](#) 2 avril 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Les mots de la guerre au service de la guerre ?

Toutes les informations ne relèvent pas de la propagande ou ne se réduisent pas à de la propagande. Et la propagande ne consiste pas seulement (ni parfois principalement) en mensonges grossiers et délibérés ou en parti-pris outranciers, cibles faciles pour la contre-propagande.

Dans les conflits les plus aigus, qu'ils soient sociaux ou militaires, les médias et les journalistes et, le cas échéant, leurs critiques, ne sont jamais de simples observateurs. Ce sont des acteurs. Mais ce n'est pas rêver à un improbable « neutralité » ou à une très aléatoire « objectivité », que de souligner que les partis-pris les plus insidieux se dissimulent derrière le vocabulaire apparemment le plus anodin.

Que l'on soit ou non favorable à l'intervention militaire en cours en Libye, on est en droit d'attendre des médias et des journalistes, quelles que soient leurs prises de position, que la condamnation du régime libyen ne se transforme pas en propagande de guerre qui se bornerait à rediffuser, sans les vérifier, les informations fournies par les états-majors, ou, plus simplement, à épouser le vocabulaire diplomatique, politique ou militaire de l'un des camps en présence.

« **Guerre** » – Se dit, dans le cas présent, le moins souvent possible, non seulement dans les déclarations des responsables politiques et militaires, mais sous la plume et dans la bouche de nombre de commentateurs. Comme dans nombre de guerres modernes, l'opération militaire actuellement menée en Libye porte un nom, peu repris il est vrai : « *Aube de l'Odysée* ». Pourtant – qui peut le nier ? – cette guerre est une guerre.

« **Riposte** » – Se dit des opérations militaires de « *nos* » armées, quand on veut en souligner le caractère prétendument défensif.

Les états-majors et les chefs de gouvernement n'ont pas osé prétendre que l'opération militaire en Libye pouvait être considérée comme une « *riposte* ». Qu'à cela ne tienne. Certains journalistes ont franchi le pas. Mais ne soyons pas malhonnêtes, ils ne sont pas majoritaires dans la profession. Pour l'instant. Mais, comme le montrent les deux captures d'écran qui suivent, on ne parle pas ici de médias totalement marginaux :

Samedi 19 mars 2011 • 07 ans • 17 pages • www.lemonde.fr

La riposte militaire de l'Occident contre Kadhafi

La France a annoncé, vendredi matin, que des frappes interviendraient « rapidement » et « Nous n'avons pas peur », déclare le fils du Guide



Libye : l'offensive des frappes de l'Occident contre le régime de Kadhafi pour renverser le colonel libyen a été annoncée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et les États-Unis, mercredi 17 mars. Selon les messages, les forces occidentales planifient la déstabilisation du régime de Kadhafi, après une nuit de 24 heures de silence.

Les généraux américains ont déclaré mercredi, mercredi 17 mars, que les États-Unis, la Grande-Bretagne et les États-Unis, mercredi 17 mars, ont annoncé la déstabilisation du régime de Kadhafi, après une nuit de 24 heures de silence.

« Nous n'avons pas peur », a déclaré le fils du Guide, mercredi 17 mars, dans une interview. « Nous n'avons pas peur », a déclaré le fils du Guide, mercredi 17 mars, dans une interview.

Le Monde Magazine « Un peuple face aux catastrophes » Supplément

rfi

ACCUEIL | AFRIQUE | AMÉRIQUES | ASIE & PACIFIQUE | EUROPE | FRANCE | MOYEN ORIENT | ÉCONOMIE | SPORTS | CULTURE | MUSIQUE | SCIENCE | LANGUE FRANÇAISE | AFRIQUE FOOTBALL

Dernières infos ◀ ▶ La France demande à l'ONU l'interdiction des armes lourdes à Abidjan (Sarkozy)

f j'aime Tweet 0 Imprimer Envoyer cette page Réagir Partager

Revue de presse française

ACCUEIL | DIFFUSION | PODCAST | NOUS ÉCRIRE

SAMEDI 19 MARS 2011

A la Une, la riposte contre Khadafi

Ou encore, sur le site de l'Express : « Pendant que le débat diplomatique se prolonge, certains évoquent un risque réel de voir les forces de Kadhafi gagner la partie sur le terrain avant que les grandes puissances conviennent **d'une riposte au conflit** » (15 mars).

Une « riposte » ? Les « grandes puissances » ou « l'Occident » auraient-ils été agressés par Kadhafi ? Se borneraient-ils à « répondre » à une attaque, à « riposter » ? A moins d'être de mauvaise foi, la réponse est évidemment non. Alors, a-t-on affaire ici à de simples excès de langage ou à de mauvaises habitudes prises à force de traiter des guerres présentées comme « préventives », c'est-à-dire au cours desquelles l'attaque est une « riposte » par anticipation ? A voir. Mais dans un cas comme dans l'autre, les lecteurs et les auditeurs ne sortent pas gagnants de l'emploi totalement déplacé d'un terme aussi dépourvu d'ambiguïté...

« **Les alliés** » – Se dit, sans autre précision, des Etats engagés dans la guerre qui ne dit pas ou fort peu son nom. Ceux-ci peuvent être affublés de plusieurs autres désignations : « la coalition », « le front anti-Kadhafi », voire même « les occidentaux » (par un lapsus fort peu diplomatiques envers ceux qui ne le sont pas)... Mais « alliés » est l'un des termes les plus souvent employés, et l'un des plus significatifs :

« Libye : **les alliés** mettent au point leur dispositif militaire » (titre d'un article du Figaro, 18 mars) ; « Libye : **les alliés** verrouillent le ciel » (titre d'un article du Midi-Libre, 21 mars) ; « La route d'Ajdabiah en partie rouverte par **les alliés** » (site de l'Express, 20 mars) ; etc.

« *Les alliés* ». Lors de l'invasion de l'Irak déjà, l'attelage américano-britannique (flanqué de quelques troupes auxiliaires, mais privé de « la France »), avait, comme nous le relevions alors, bénéficié de cette appellation. Elle vaut soutien à la guerre en cours : un soutien qui relèverait du débat public, s'il s'assumait comme tel au lieu de s'abriter derrière une référence historique qui renvoie à l'un des deux camps en présence lors de la deuxième guerre mondiale. Chacun avouera que la comparaison est des plus osées, pour ne pas dire hasardeuses, quelle que soit l'ampleur des crimes commis par le régime libyen. Rien ne nous garantit, devant l'abondance de la référence aux « Alliés », que Kadhafi ne nous sera pas présenté demain comme le nouvel Hitler. Ou, pour être plus exact, comme le nouveau nouveau Hitler. Contre lequel la mobilisation armée de la « communauté internationale » ne peut être contestée.

« **Communauté internationale** » - Se dit, indifféremment, des membres du Conseil de Sécurité qui ont adopté la résolution, de ceux qui la soutiennent et de ceux qui, en s'abstenant, l'ont réprouvé. Cette expression semble désormais moins utilisée que lors de l'euphorie des premiers jours :

« *La **communauté internationale** montre sa solidarité avec le printemps arabe* » (site de la Croix, 20 mars) ; « *Kadhafi menace la **communauté internationale*** » (titre tout en nuance d'une dépêche publiée sur le site du Point le 19 mars) ; « *Dossier Libye : la **communauté internationale** décide d'intervenir* » (site de Marianne, 19 mars) ; etc.

Ce disant - comme nous l'avions déjà fait remarquer dans un article précédent - les médias ont pendant quelques jours oublié « *de rappeler que quelques pays mineurs, périphériques et peu influents, n'ont pas voté la résolution de l'ONU, la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Allemagne...* ». On a semblé davantage s'intéresser aux quatre avions (de fabrication française) gracieusement mis à disposition par ce géant qu'est le Qatar qu'aux réactions des gouvernements de pays qui représentent plus de la moitié de l'humanité... Plutôt que de s'efforcer d'informer pour les comprendre, quitte, ensuite, à les soutenir ou les désavouer, l'on n'a guère épilogué sur les raisons pour lesquelles ils n'étaient pas convaincus de cette guerre. Ou plutôt, de ces « *frappes* ».

« **Frappes** » - Désigne les bombardements effectués par « les alliés » : en effet, les « alliés » ne bombardent pas, ils « frappent ». Ils « frappent » la Libye, comme d'autres « frappent » à la porte, « frappent » un ballon de football ou se « frappent » dans les mains. On parle pourtant bien de centaines de missiles. Mais chacun avouera que le terme « frappes » n'est pas aussi négativement connoté que le mot « bombardements » :

« *Libye. Les **frappes militaires** devraient baisser d'intensité, selon les USA* » (titre glané sur le site internet de Ouest France, 22 mars) ; « *Libye : **frappes françaises** en suspens* » (titre d'une dépêche AFP, 21 mars) ; « *Le pétrole recule légèrement, malgré la poursuite des **frappes en Libye*** » (site du Parisien, 22 mars) ; etc.

Quant à Kadhafi et ses forces armées, ils ne « *frappent* » pas, ils « *pilonnent* » :

« *Kadhafi **pilonne** la population civile* » (site de France info, 16 mars) ; « *Libye : les pro-Kadhafi **pilonnent** Zenten* » (titre d'une dépêche AFP, 19 mars) ; « *Les forces pro-Kadhafi [...] ont notamment **pilonné** la ville pétrolière de Ras Lanouf* » (Libération, 11 mars) ; etc...

Ce Kadhafi ne respecte décidément rien. Il aurait pu se contenter d'opérer, comme les « alliés », des « frappes ». Des « frappes », dont on nous assure qu'elles sont « ciblées ».

« **Ciblées** » – Dans le langage militaro-médiatique, qualifie les « frappes », de préférence à « chirurgicales ». Les « frappes chirurgicales » ont eu leur heure de gloire, chacun comprenant alors que les bombardements étaient effectués avec la précision de chirurgiens qui tentent de sauver des vies et non d'en prendre. Mais la ficelle était peut-être un peu grosse. Désormais les frappes sont « ciblées » :

« *Paris envisagerait des **frappes ciblées** en Libye* » (titre d'une dépêche Reuters, 19 mars) ; « *Les **frappes aériennes ciblées** contre les troupes du colonel Kadhafi vont-elles suffire à le chasser du pouvoir ?* » (question posée par le Télégramme, 22 mars) ; variation sur un même thème avec le site TF1 news : « *En Libye, les **opérations ciblées** de la coalition semblent donner de l'air aux insurgés de Benghazi* » (22 mars) ; etc.

On l'aura donc compris : les « frappes » sont « ciblées ». Les journalistes qui reprennent complaisamment cette expression se sont-ils demandé ce que seraient des « frappes non-ciblées » ? On shoote au hasard ? On déverse des bombes au petit bonheur la chance ? Que l'on soit dans un chasseur, un hélicoptère de combat, un navire de guerre ou un char d'assaut, avant de tirer, on vise. Une cible. Le problème n'est pas de savoir s'il y a une cible, mais quelle est la cible. Dire d'une « frappe » qu'elle est « ciblée » est un artifice rhétorique qui tente de relativiser le caractère intrinsèquement violent d'un bombardement. Et de parler, en cas d'erreur sur la cible, de « *dommages collatéraux* ».

« **Dommmages collatéraux** » – Dans le langage militaro-médiatique, désigne (avec « bavures ») les victimes civiles des « frappes », laissant ainsi entendre que si les guerres font des victimes – du moins quand « nos » soldats y prennent part – c'est toujours par accident. Et que c'est bien « *dommage* ». Ce triste euphémisme, typiquement militaire, est toujours utilisé par certains journalistes, sans aucune distance critique, et sans guillemet :

« *Par ailleurs, il n'y a pas eu de **dommmages collatéraux** du fait de l'armée française. Certains objectifs n'ont pas été visés en raison de risques de dommages collatéraux, a précisé l'état-major français* » (site de France-soir, 22 mars) ; « *Libye : les **dommmages collatéraux** évités* » (titre d'une dépêche sur le site d'Europe 1, 22 mars) ; « *Il n'y a pas eu de **dommmages collatéraux** du fait de l'armée française* » (site de 20 minutes, 22 mars) ; etc.

Ce n'est pas nouveau : Sur les « frappes », « *dommmages collatéraux* », « *bavures* » et autres « *incidents* », voir notamment ici même le lexique de la guerre en Afghanistan et les mots de la guerre contre l'Irak.

Quant aux « *forces ennemies* », elles ne font jamais de « *dommmages collatéraux* », puisque il va de soi que, toujours et partout, elles « prennent délibérément pour cible des civils désarmés ». Ce que fait, bien évidemment, l'armée « *kadhafiste* ».

« **Kadhafiste** » – Désigne les partisans du dictateur libyen parfois appelés « pro-kadhafi ». Tout comme les « *sarkozystes* » ou les « *pro-sarkozy* » sont, en France, les partisans du président français. Soit. Mais ces dernières semaines, l'usage du terme « *kadhafiste* », s'est souvent substitué à « *loyaliste* » pour désigner l'ennemi et ses armes.

« *Mohamed Nabbous, ingénieur en télécoms, photographe et blogueur improvisé, est mort, tué par un **sniper kadhafiste** dans une rue de Benghazi* » (site de La règle du jeu, 20 mars) ; « *L'**aviation kadhafiste**, qui compte sur le papier plus de 200 appareils de combat, ne semble en mesure d'en aligner qu'une quarantaine* » (site de l'Express, 18 mars) ; « *Le*

*président français et le gouvernement britannique ont été les avocats les plus fervents de l'instauration d'une zone d'exclusion dans le ciel libyen afin de neutraliser l'**aviation kadhafiste*** » (site de 20 minutes, 15 mars) ; etc...

« *Sniper kadhafiste* », « *aviation kadhafiste* »... Imagine-t-on un seul instant les médias français nous parlant de « *soldats sarkozystes* », d' « *aviation obamiste* » ou de « *marine cameroniste* » ? Evidemment non. Le passage par un adjectif dérivé du nom du dictateur est une prise de position contre les forces armées libyennes, dont on se gardera ici de minorer la violence. Mais cela ne doit pas interdire de relever un abus de langage qui, consciemment ou non, participe du caractère partisan de l' « information » diffusée au sujet de la Libye. Le JDD a publié sur son site, le 20 mars, une dépêche dont le titre était : « *Libye : Paris confirme avoir abattu un avion kadhafiste* ». Si l'inverse s'était produit, le JDD aurait-il titré « *Libye : Tripoli confirme avoir abattu un avion sarkozyste* » ? C'est peu vraisemblable. Les avions sont « *français* ». Pour certains, ce sont même « *nos* » avions..

« **Nos soldats** » – Se dit, avec « *nos* » moyens militaires, des forces engagées par l'Etat français dans la guerre qui ne dit pas son nom. Un appel empathique et patriotique à l'identification avec les soldats français.

Nous l'avions noté dans un précédent article : certains journalistes ont adopté une attitude tellement va-t-en guerre que l'on se demande parfois s'ils n'ont pas déjà revêtu leur treillis pour aller prendre directement part aux combats. Il semble que jusqu'à présent, aucun d'entre eux n'ait franchi le pas. Mais à l'écrit, certains y sont déjà, et s'expriment comme s'ils étaient membres à part entière de l'état-major français :

« *L'arrivée sur zone du groupe aéronaval constitue donc un renfort important, démultipliant nos moyens militaires dans cette partie de la Méditerranée* » (le Parisien, 22 mars) ; « *Jusqu'à présent, aucun avion français n'a été directement menacé par la défense aérienne libyenne, mais nos appareils ont été « illuminés » samedi par les radars de poursuite* » (Jean-Dominique Merchet, de Marianne, le 21 mars) ; « *Alors que nos soldats sont engagés en Afghanistan, l'ouverture d'un nouveau front terrestre en Libye semble peu probable en cas d'enlisement du conflit* » (la Dépêche, 22 mars) ; « **Nos Mirage** ont cependant réellement mis le feu à une concentration de chars et de véhicules kadhafiens aux environs de Benghazi » (Guy Sitbon, de Marianne, le 21 mars) ; etc

Au cas où le public ne l'aurait pas compris, « nous » sommes en guerre. Ce n'est pas l'armée française qui bombarde la Libye, c'est la France (comme l'ont complaisamment souligné les médias qui, plutôt que de titres sur le déclenchement de la guerre elle-même, ont préféré proclamer à la « Une », à grand renfort de « cocoricos » que « la France frappe la première »). Ce n'est pas l'armée française qui bombarde la Libye, c'est « notre » armée. Chacun est ainsi invité à se sentir personnellement concerné et impliqué dans l'offensive en cours. Un rappel à l'ordre patriotique, accompagné de moult articles vantant les mérites et les compétences de « notre armée ». A moins qu'il ne s'agisse d'un simple appel au civisme... Pourquoi en douter ? D'ailleurs, « nos » journalistes ne manqueront pas, à l'avenir, d'évoquer le destin de « nos » professeurs, de « nos » magistrats et de « nos » chômeurs, lorsqu'ils se mobiliseront à leur tour. Et ils reprendront, comme ils le font avec « nos » officiers, le moindre de leurs termes.

« **Sur zone** » – Désigne, dans le langage militaro-médiatique, la localisation de « nos » soldats et de « nos » armes :

« L'arrivée **sur zone** du groupe aéronaval constitue donc un renfort important » (site du Parisien, 22 mars) ; « Mais le coût des sorties devrait être en partie réduit avec l'arrivée mardi **sur zone** du porte-avions Charles de Gaulle » (site du Nouvel Obs, 22 mars) ; « La France dispose d'une centaine de Rafale et Mirage 2000, en plus d'avions de surveillance Awacs. Un porte-hélicoptères de type Mistral était de plus récemment **sur zone** » (site du Parisien, 20 mars) ; ou encore ce titre, mystérieux pour les non-initiés, sur le site du Berry Républicain : « Un Awacs français est sur zone dans le ciel libyen ». Diantre.

L'emploi récurrent de l'expression « **sur zone** » est un exemple parmi d'autres de reprise quasi-automatique de termes du langage militaire. Nouvelle confirmation de ce désolant mimétisme qui pousse nombre de journalistes qui « couvrent » les guerres à se prendre pour des militaires en singeant leur vocabulaire. Machinalement ou pour avoir le sentiment de participer à l'effort de guerre ? On ne sait... Mais chacun avouera qu'un tel mimétisme qui n'apporte rien à la précision ou à la qualité de l'information est symptomatique d'un certain journalisme de guerre, qui se fait même parfois un peu plus militaire que les propos de l'armée elle-même.

« **Propagande** » - Se dit (presque) exclusivement, dans les médias français, des interventions du Colonel Kadhafi et de ses partisans, des informations qu'ils diffusent et des images qu'ils montrent :

« [Kadhafi] va recourir à l'arsenal complet de ses méthodes à la fois terroristes et de **propagande** » (Christian Makarian, site de l'Express, 20 mars) ; « Après les premiers succès militaires, la **propagande** libyenne redouble » (titre d'une dépêche AFP, 11 mars) ; « A l'école de la **propagande** Kadhafi » (titre d'un reportage de Delphine Minoui, du Figaro, 19 mars) ; etc.

Cette distance salutaire (et largement justifiée en l'occurrence) ne s'applique ni aux prises de position des gouvernements impliqués dans l'offensive militaire contre le régime de Kadhafi, ni aux informations distillées par leurs forces armées, ni à leur vocabulaire. Comme s'ils ne relevaient pas eux aussi d'une propagande dont le journalisme de guerre se serait affranchi. Ce dont on est en droit de douter...

Julien Salingue (avec Henri Maler)

La source originale de cet article est Oumna.com

Copyright © Julien Salingue et Henri Maler, Oumna.com, 2011

Articles Par : Julien Salingue
et Henri Maler

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca